

La Libye sous occupation

Le traitement de la question libyenne par l'administration Obama s'apparente à une véritable débâcle, si l'on croit *Foreign Affairs*(¹).

Le magazine remonte au 17 mars 2011, lorsque le Conseil de sécurité des Nations unies a, sur injonction américaine, adopté la résolution 1973 autorisant une intervention militaire en Libye.

Le prétexte avancé était de «sauver la vie de manifestants pacifiques en faveur de la démocratie qui étaient exposés à la répression du dictateur Mouammar Kadhafi.»

«Nous savions que si nous avons attendu un jour de plus, Benghazi, une ville de la taille approximative de Charlotte, aurait subi un massacre qui aurait retenti dans toute la région», avait alors soutenu Obama.

Deux jours après la résolution du Conseil de sécurité, les États-Unis et d'autres pays de l'OTAN décrètent la Libye comme zone d'exclusion aérienne et s'accordent une libre interprétation du texte en entreprenant de bombarder les forces gouvernementales. Sept mois plus tard, en octobre 2011, les forces rebelles quadrillent le pays, au terme de ce que, Ivo Daalder, le représentant permanent des États-Unis à l'OTAN, avait «salué comme un modèle d'intervention».

Alan J. Kuperman, l'auteur de l'article, n'est pas de cet avis. Avec le recul, il estime que «l'intervention d'Obama en Libye était un échec lamentable» car ce pays «n'a pas seulement échoué à se transformer en une démocratie; il a dégénéré en un État failli». Par ailleurs, «la Libye est aujourd'hui un refuge pour les milices affiliées à la fois à Al-Qaïda et à l'Etat islamique d'Irak (ISIS)».

Revenant sur le bilan des exactions de part et d'autre, l'analyste écrit : «Human Rights Watch a docu-

menté seulement 233 décès dans les premiers jours de combats, pas 10 000, comme cela avait été rapporté par la chaîne saoudienne *Al Arabiya*. Lorsque l'OTAN intervient, on compte environ 1 000 morts, soldats et rebelles compris. L'information d'*Al Jazeera* début 2011 alléguant que la force aérienne de Kadhafi avait mitraillé et bombardé des civils à Benghazi et à Tripoli, était fausse. En s'efforçant de minimiser les pertes civiles, les forces de Kadhafi s'étaient abstenues de violence aveugle».

Des dizaines de milices ont surgi de l'intervention de sept mois de l'OTAN. Depuis que les islamistes ont pris le contrôle du Parlement, la Libye a eu sept premiers ministres en moins de quatre ans. En octobre 2013, les sécessionnistes de l'est du pays qui recèle les principales réserves de pétrole ont créé leur propre gouvernement.

En mai 2014, la Libye était au bord d'une nouvelle guerre civile «entre libéraux et islamistes» lorsqu'un général «renégat laïque nommé, Khalifa Haftar a pris le contrôle de l'armée de l'air pour attaquer les milices islamistes de Benghazi, avant de s'en prendre à ceux de Tripoli».

Les élections de juin dernier n'ont rien apporté. La plupart des Libyens les avaient boycottées (le taux de participation est passé de 1,7 million dans le précédent sondage à 630 000 à peine). Les partis laïques ont annoncé leur victoire et formé une nouvelle législature, la Chambre des représentants, mais les islamistes ont refusé ce résultat. Résultat : deux parlements concurrents se disputent la légitimité.

Selon les estimations de l'ONU, 400 000 Libyens ont fui leurs foyers, un quart d'entre eux ont carrément quitté le pays.

La situation des droits humains a empiré depuis les opérations de l'OTAN. En plus de la torture, des sévices et des détentions arbitraires, des milliers de sympathisants présumés de Kadhafi sont massacrés. Les

protégés de l'OTAN ont également expulsé 30 000 résidents noirs, pour la plupart de la ville de Tawergha, et brûlé ou pillé leurs maisons et leurs magasins, au motif que certains d'entre eux avaient été prétendument mercenaires.

L'économie est dans un état de délabrement avancé. Avant la révolution, la Libye produisait 1,65 million de barils de pétrole par jour. En août 2013, la production était en moyenne à 30% de son niveau d'avant-guerre.

Les aéroports et les ports maritimes dans deux grandes villes de la Libye, Tripoli et Benghazi ont été fermés du fait des combats en cours. Dans de nombreuses villes, les résidents sont soumis à des pannes de courant massives – jusqu'à 18 heures par jour à Tripoli.

Pour rappel, le pays affichait l'Indice de développement humain le plus élevé de toute l'Afrique.

On reconnaît aussi, quatre années plus tard, que «les civils libyens n'étaient pas réellement ciblés» et que si les événements avaient suivi un autre cours on aurait évité à la Libye le chaos dans lequel elle sombre depuis. Enfin, on estime avec le recul que la meilleure «chance de progrès» était de trouver un successeur convenable à Kadhafi, le mieux indiqué étant son fils Saïf al-Islam car «relativement libéral» et «de formation occidentale».

Réfutant les allégations du président de la République italienne, Georges Napolitano, qualifiant la Libye d'«Etat failli», le quotidien communiste *Il Manifesto* écrit ce 24 février 2015 sous la plume de Manlio Dinucci : «Sur la rive sud de la Méditerranée, il n'y avait donc pas un Etat, la République arabe de Libye, née en 1969 après plus de 30 années de domination coloniale italienne et presque 20 années d'une monarchie suppôt de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Un Etat qui, une fois abolie la monarchie, avait fermé en 1970 les bases militaires états-uniennes et britanniques, et nationalisé les pro-



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

priétés de British Petroleum. Un Etat qui – d'après la Banque mondiale en 2010 – conservait «de hauts niveaux de croissance économique», assurant ainsi (malgré les disparités) le plus haut niveau de vie en Afrique et donnant du travail à environ deux millions d'immigrés africains ; qui enregistrait «de forts indicateurs de développement humain» parmi lesquels l'accès universel à l'instruction primaire et secondaire et, pour 46%, à celle de niveau universitaire. Un Etat qui avait rendu possible par ses investissements la naissance d'organismes qui auraient pu réaliser l'autonomie financière de l'Afrique : la Banque africaine d'investissement (en Libye), la Banque centrale africaine (au Nigeria), le Fonds monétaire africain (au Cameroun).»(²)

A. B.

(*) Alan J. Kuperman, *Obama's Libya Debacle : How a Well-Meaning Intervention Ended in Failure*, *Foreign Affairs*, mars-avril 2015.

(**) *Il Manifesto*, édition du mardi 24 février 2015, traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio, <http://ilmanifesto.info/mai-esistito-uno-stato-in-libia/>

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoiralgerie.com>
E-mail : info@lesoiralgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Le monde selon la fracture !

Saâdani qui s'en prend à Larbi Ould Khelifa. Comment t'expliquer ? C'est comme si Benjamin Castaldi s'attaquait à Pivot. Et encore ! C'est pas gentil pour...

... Castaldi !

Une daïra qui brûle. Des hôpitaux et dispensaires qui reçoivent par vagues des blessés, entre manifestants et forces de l'ordre. Avec en toile de fond, des derricks. Chakib Khelil en smoking. Son épouse en tenue de soirée. Deux mondes. Une seule passerelle. Celle du siphonage. Des «gueux» chargés à coups de matraques et «embaumés» dans les gaz lacrymogènes. Et un pilier du système de la rapine extirpé, exfiltré et qui doit regarder d'un œil lointain et torve cette contrée sudiste où il a planté son aspirateur géant. Deux univers. Deux galaxies. Une clameur douloureuse, d'une part. Le chuintement doucereux de la touche «Enter» qui s'enfonce sur le rectangle «confirmer votre virement», d'autre part. Le Palais violente les gueux et protège le Prince des Derricks. Voilà l'Algérie de la fracture. Pas seulement hydraulique. Pas seulement sismique. Systémique ! Irrémédiable. Le système qui protège Khelil, qui a fait annuler le mandat contre lui ne peut avoir de la compassion pour les gueux d'In-Salah. C'est incompatible ! Les seuls incendies que tolère Alger dans ce Sud-là, dans ce territoire-caisse ce sont ceux que dégagent les puits. La daïra d'In-Salah qui brûle, abandon ! Jamais ! C'est nocif pour la bonne santé du

régime. C'est contre-indiqué pour le sommeil de Chakib. C'est nuisible à la fourrure précieuse qui orne le col du manteau de son épouse. Deux mondes, une fracture ! Nous ne parlons plus du même pays selon que l'on soit pourchassé par un gendarme ou que l'on sirote un café dans Manhattan ! Messaoud et ses descendants peuvent s'agiter ici et sous terre. Cette terre ne leur appartient plus depuis longtemps. Ce temps maudit où l'indépendance a été lue à l'envers par les profanateurs d'indépendances. Un mec, une nana qui brandissent des pancartes contre l'exploitation du gaz de schiste, qu'y comprennent-ils ces gueux, ces va-nu-pieds à la sécurité énergétique du Palais et de ses dépendances ? Rien ! Bande d'ignorants manipulés ! Là aussi, on fouille sous la gandoura. La main de l'étranger doit sûrement s'y tapir. Sinon comment expliquer que les gueux se préoccupent de leur environnement ? On leur demande juste de respirer. Et encore ! Pourquoi viennent-ils perturber les glaçons qui surnagent dans le cocktail de Chakib le Magnifique ? Quel culot, ces gueux ! Matraque à In-Salah. Mondanités aux States ! Voilà le pays convenablement ordonnancé, régenté et plié. Vous reprendrez bien un manteau de vison, Madame ! Pour le reste, les restes, les résidus de chienlit du Sud, ne vous inquiétez pas Princesse ! Ils aiment le thé ! Eh bien là, ils vont en fumer de leur satané thé pour rester éveillés à leur cauchemar qui continue.

H. L.